

Annexe à la convention collective de travail du 17 octobre 1988
fixant les conditions de travail

Travailleurs mineurs d'âge

Salaires horaires minimums des travailleurs mineurs d'âge dans
un régime de travail de trente-neuf heures par semaine, à l'indice
133,27, pivot de la tranche de stabilisation 130,66 à 135,94.

a) fabrication et services divers :

Ages — Leeftijd	Cat. 1 — Cat. 1	Cat. 2 — Cat. 2	Cat. 3 — Cat. 3	Cat. 4 — Cat. 4	Cat. 5 — Cat. 5
de 18 à moins de 18 1/2 ans van 18 jaar tot minder dan 18 1/2 jaar	153,90	160,26	164,46	169,86	175,29
de 18 1/2 à moins de 19 ans van 18 1/2 jaar tot minder dan 19 jaar	163,52	170,28	174,73	180,48	186,24
de 19 à moins de 19 1/2 ans van 19 jaar tot minder dan 19 1/2 jaar	173,14	180,30	185,01	191,10	197,20
de 19 1/2 à moins de 20 ans van 19 1/2 jaar tot minder dan 20 jaar	182,76	190,31	195,29	201,71	208,15
à 20 ans van 20 jaar	192,38	200,33	205,57	212,33	219,11

a) entretien :

Ages — Leeftijd	Cat. 1 — Cat. 1	Cat. 2 — Cat. 2	Cat. 3 — Cat. 3
de 18 à moins de 18 1/2 ans — van 18 jaar tot minder dan 18 1/2 jaar	172,59	180,70	188,12
de 18 1/2 à moins de 19 ans — van 18 1/2 jaar tot minder dan 19 jaar	183,38	192,00	197,75
de 19 à moins de 19 1/2 ans — van 19 jaar tot minder dan 19 1/2 jaar	194,17	203,29	209,39
de 19 1/2 à moins de 20 ans — van 19 1/2 jaar tot minder dan 20 jaar	204,95	214,59	221,02
à 20 ans — van 20 jaar	215,74	225,86	232,65

Bijlage bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 17 oktober 1988
tot vaststelling van de arbeidsvoorwaarden van de werklieden en
werksters

Minderjarige werknemers

Minimumuurlonen van de minderjarige werknemers, in een
arbeidsregeling van negenendertig uren per week, tegenover het
indexcijfer 133,27, spil van de stabilisatieschijf 130,66 tot en met
135,94.

a) fabricatie en verschillende diensten :

b) onderhoud :

EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 89 — 1978

19 JUIN 1989. — Décret portant assentiment de l'Accord de coopération
entre la Communauté française de Belgique et la République et Canton du Jura,
fait à Bruxelles le 21 décembre 1988 (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

Article unique: L'Accord de coopération entre la Communauté française de Belgique et la République et
Canton du Jura, fait à Bruxelles le 21 décembre 1988, sortira son plein et entier effet.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 19 juin 1989.

Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française, chargé de la Culture et de la Communication,
V. FEAUX

Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport, du Tourisme et des Relations internationales,
J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique,
Y. YLIEFF

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Ch. PICQUE

(1) Session 1988-1989.

Documents du Conseil. — N° 63, n° 1. Projet de décret. — N° 63, n° 2. Rapport.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 31 mai 1989.

**Accord de coopération entre la Communauté française de Belgique
et la République et Canton du Jura**

La Communauté française de Belgique, représentée par son Exécutif,
et
La République et Canton du Jura, représentée par son Gouvernement,
animées du désir de renforcer les liens qui existent entre leurs populations respectives,
conscientes de leur intérêt mutuel à élargir leurs relations,
ont décidé d'adopter le présent accord de coopération et ont convenu de ce qui suit :

Article 1^{er}

Principe

La Communauté française de Belgique et la République et Canton du Jura conduisent une active politique de coopération et s'emploient à favoriser et à développer leurs relations dans l'ensemble des domaines qui relèvent de leurs compétences et de leurs objectifs.

Article 2

Ordre national des compétences

Les deux parties veillent à respecter en tout temps l'ordre national des compétences tel qu'il est prévu par le droit interne de l'Etat belge et de la Confédération helvétique.

Article 3

Domaines de la coopération

La coopération prévue par le présent Accord porte notamment sur les domaines suivants :

- culture, sport et tourisme;
- éducation et formation;
- santé publique;
- affaires sociales;
- recherche scientifique;
- francophonie.

Article 4

Moyens de la coopération

La coopération entre les deux parties se réalise notamment par les moyens suivants :

- échanges réguliers d'informations;
- création de groupes de travail chargés d'étudier des questions et des projets spécifiques;
- échanges de personnes;
- échanges de biens et de services.

Article 5

Pragmatisme

En tout état de cause, les deux parties souhaitent donner un caractère pragmatique et efficace à leur coopération.

Article 6

Culture, sport et tourisme

Les deux parties coopèrent dans le domaine de la culture, du sport et du tourisme plus spécialement :

- en encourageant l'organisation de manifestations valorisant leur patrimoine culturel et leur potentiel touristique;
- en favorisant l'échange d'artistes, d'œuvres et d'experts dans tous les domaines de la culture (théâtre, musique, littérature, arts plastiques, audiovisuel, édition, etc.);
- en développant leurs relations sportives et les échanges qui y sont liés (camps d'entraînement pour sportifs, pour classes scolaires, camps de jeunesse, etc.);
- en favorisant les échanges entre mouvements culturels de la jeunesse;
- en favorisant des actions communes de mise en valeur de leur patrimoine culturel.

Article 7

Education et formation

Les deux parties coopèrent dans le domaine de l'éducation et de la formation, y compris l'éducation des adultes et la formation continue et permanente, notamment par l'échange d'enseignants et d'experts et par l'organisation de stages.

Article 8

Santé publique

Les deux parties coopèrent dans le domaine de la santé publique en développant particulièrement leur collaboration dans le domaine de la médecine préventive et de l'éducation sanitaire.

Article 9

Affaires sociales

Les deux parties coopèrent dans le domaine des affaires sociales notamment quant à la politique de la famille, la protection de la jeunesse, l'aide sociale et la politique du troisième âge et des handicapés.

Article 10

Recherche scientifique

Les deux parties soutiennent la réalisation de projets dans le domaine scientifique, notamment par la mise en œuvre de programmes de recherche communs.

Les deux parties veillent en outre à promouvoir l'échange d'experts et de spécialistes.

Article 11

Francophonie

Les deux parties se concertent et s'informent régulièrement sur les dossiers relatifs à la Francophonie.

Article 12

Commission mixte

Il est institué une Commission mixte permanente chargée d'appliquer le présent Accord. Celle-ci se réunit une fois tous les deux ans alternativement en Communauté française de Belgique et dans la République et Canton du Jura.

Elle coordonne les activités menées conformément au présent Accord.

Article 13

Programme de coopération

Les deux parties adoptent, sur proposition de la Commission mixte, des programmes concrets de coopération portant sur une période de deux ans.

Article 14

Financement

Les frais résultant de la coopération entre les deux parties sont financés selon des modalités définies de cas en cas.

Article 15

Association avec des tiers

Chacune des parties veillera à associer son partenaire, dans la mesure du possible, à des actions qu'elle déploie avec des tiers dans le cadre de ses relations bilatérales ou multilatérales propres ou dans celui de programmes confédéraux ou fédéraux, communautaires, interrégionaux ou européens.

Article 16

Durée et dénonciation

Le présent Accord est conclu pour une durée de six ans. Il est renouvelable par tacite reconduction pour des périodes successives de deux ans, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties dans les six mois précédant la fin d'une période.

En cas de dénonciation, les parties prennent les mesures nécessaires pour assurer l'achèvement de tout projet entrepris conjointement en vertu du présent Accord.

Article 17

Langue et exemplaires

Le présent Accord est établi en quatre exemplaires originaux en langue française destinés aux parties contractantes.

Article 18

Entrée en vigueur

Le présent Accord prendra effet à la date à laquelle les deux parties se seront mutuellement informées de l'accomplissement des procédures constitutionnelles requises pour son entrée en vigueur.

Bruxelles, le 21 décembre 1988.

Pour la Communauté française de Belgique,

J.-P. GRAFE,

Ministre des Relations internationales

Pour la République et Canton du Jura,

F. LACHAT,

Président du Gouvernement,
Ministre de la Coopération, des Finances
et de la Police

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAP

N. 89 — 1978

19 JUNI 1989. — Decreet houdende toestemming in het Samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap van België en de Republiek en Kanton Jura, opgemaakt te Brussel op 21 december 1988 (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt:

Enig artikel. Het Samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap van België en de Republiek en Kanton Jura, opgemaakt te Brussel op 21 december 1988, zal volkomen uitwerking hebben.

(1) Zitting 1988-1989.

Documenten van de Raad. — Nr. 63, nr. 1. Ontwerp van decreet. — Nr. 63, nr. 2. Verslag. Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 31 mei 1989.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 19 juni 1989.

De Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap,
belast met Cultuur en Communicatie,

V. FEAUX

De Minister van Onderwijs, Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,
J.-P. GRAFE

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,
Y. YLIEFF

De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,
Ch. PICQUE

**Samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap van België
en de Republiek en Kanton Jura**

De Franse Gemeenschap van België, vertegenwoordigd door haar Executieve,
en
De Republiek en Kanton Jura, vertegenwoordigd door haar Regering,
bezielt met de wens de banden die tussen de bevolking van de ene en de bevolking van de andere bestaan, te
versterken,
zich bewust van het feit dat ze er wederzijds belang bij hebben om hun betrekkingen sterker te ontwikkelen,
hebben beslist dit samenwerkingsakkoord goed te keuren en zijn als volgt overeengekomen :

Artikel 1

Beginsel

De Franse Gemeenschap van België en de Republiek en Kanton Jura voeren een actief samenwerkingsbeleid
en streven ernaar hun betrekkingen te bevorderen en te ontwikkelen in alle aangelegenheden die tot hun
bevoegdheden en hun doelstellingen behoren.

Artikel 2

Nationale orde van bevoegdheden

Beide partijen moeten te allen tijde de nationale orde van bevoegdheden naleven, zoals die bepaald is bij het
inlands recht van de Belgische Staat en van de Zwitserse Confederatie.

Artikel 3

Samenwerkingsaangelegenheden

De bij dit Akkoord bepaalde samenwerking heeft inzonderheid betrekking op de volgende aangelegenheden :

- cultuur, sport en toerisme;
- onderwijs, opvoeding, ontwikkeling en vorming;
- volksgezondheid;
- sociale zaken;
- wetenschappelijk onderzoek;
- francofonie.

Artikel 4

Samenwerkingsmiddelen

De samenwerking tussen beide partijen geschiedt inzonderheid door de volgende middelen :

- regelmatige uitwisseling van informatie;
- oprichting van werkgroepen, belast met het onderzoek van specifieke vragen en projecten;
- uitwisseling van personen;
- uitwisseling van goederen en diensten.

Artikel 5

Pragmatisme

In ieder geval wensen beide partijen dat hun samenwerking op een pragmatische en doeltreffende wijze
verloopt.

Artikel 6

Cultuur, sport en toerisme

Beide partijen werken samen op het gebied van de cultuur, de sport en het toerisme, inzonderheid :

- door de bevordering van de organisatie van manifestaties die hun cultureel patrimonium en hun toeris-
tisch aanbod herwaarderen;
- door de bevordering van de uitwisseling van kunstenaars, werken en deskundigen op alle gebieden van de
cultuur (toneel, muziek, literatuur, beeldende kunsten, audiovisuele sector, uitgeverij, enz.);
- door de ontwikkeling van hun sportbetrekkingen en de uitwisselingen die daarmee verband houden (train-
ingskampen voor sportbeoefenaars, voor schoolklassen, jeugdkampen, enz.);

- door de bevordering van uitwisselingen tussen culturele jeugdbewegingen;
- door de bevordering van gemeenschappelijke acties tot herwaardering van hun cultureel patrimonium.

Artikel 7

Onderwijs, opvoeding, ontwikkeling en vorming

Beide partijen werken samen op het gebied van het onderwijs, de opvoeding, de ontwikkeling en de vorming, met inbegrip van de ontwikkeling van volwassenen en de voortgezette en permanente vorming, inzonderheid door leerkrachten en deskundigen uit te wisselen en stages te organiseren.

Artikel 8

Volksgezondheid

Beide partijen werken samen op het gebied van de volksgezondheid door inzonderheid hun medewerking op het gebied van de preventieve geneeskunde en de gezondheidsopvoeding te ontwikkelen.

Artikel 9

Sociale zaken

Beide partijen werken samen op het gebied van de sociale zaken, inzonderheid voor het gezinsbeleid, de jeugdbescherming, het maatschappelijk welzijn en het beleid inzake derde leeftijd en gehandicapten.

Artikel 10

Wetenschappelijk onderzoek

Beide partijen steunen de verwezenlijking van projecten op het gebied van de wetenschap, inzonderheid door gemeenschappelijke onderzoeksprogramma's op touw te zetten.

Beide partijen zorgen er bovendien voor de uitwisseling van deskundigen en specialisten te bevorderen.

Artikel 11

Francofonie

Beide partijen plegen onderling overleg en wisselen regelmatig informatie uit over de dossiers met betrekking tot de Francofonie.

Artikel 12

Gemengde Commissie

Er wordt een vaste Gemengde Commissie ingesteld, belast met de toepassing van dit Akkoord.

Deze vergadert om de twee jaar beurtelings in de Franse Gemeenschap van België en in de Republiek en Kanton Jura.

Ze coördineert de activiteiten die overeenkomstig dit Akkoord worden gevoerd.

Artikel 13

Samenwerkingsprogramma

Beide partijen keuren, op de voordracht van de Gemengde Commissie, concrete samenwerkingsprogramma's voor een periode van twee jaar goed.

Artikel 14

Financiering

De kosten die voortvloeien uit de samenwerking tussen beide partijen worden gefinancierd volgens nadere regels die voor elk geval worden bepaald.

Artikel 15

Samenwerking met derden

Elk van de partijen zorgt ervoor dat haar partner, voor zover mogelijk, samenwerkt aan acties die ze met derden voert in het kader van haar eigen bilaterale of multilaterale betrekkingen of in het kader van confederale of federale, communautaire, interregionale of Europese programma's.

Artikel 16

— Duur en opzegging

Dit Akkoord wordt voor een duur van zes jaar gesloten. Het is met stilzwijgende verlenging vernieuwbaar voor opeenvolgende periodes van twee jaar, behalve opzegging door de ene of andere partij binnen de zes maanden vóór het einde van een periode.

In geval van opzegging, nemen de partijen de maatregelen die noodzakelijk zijn om elk project, gezamenlijk ondernomen krachtens dit Akkoord, te volbrengen.

Artikel 17

Taal en exemplaren

Dit Akkoord wordt opgemaakt in de Franse taal, in vier originele exemplaren, bestemd voor de partijen die het sluiten.

Artikel 18

Inwerkingtreding

Dit Akkoord wordt van kracht op de datum waarop beide partijen elkaar op de hoogte hebben gebracht van de voltrekking van de grondwettelijke procedures vereist voor de inwerkingtreding ervan.

Brussel, 21 september 1989.

Voor de Franse Gemeenschap van België,
J.-P. GRAFE,
Minister van Internationale Betrekkingen

Voor de Republiek en Kanton Jura,
F. LACHAT,
Voorzitter van de Regering,
Minister van Samenwerking, Financiën en Politie